

6 Société et Culture

Clôture de la semaine de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine

Engagement pour la construction du "pont" de l'unité

Frédéric Serge LONG
Libreville/Gabon

Réunis à Libreville depuis le mercredi 17 mai dernier, membres des communautés afro-descendantes du monde, experts et spécialistes des questions d'esclavage et de traite transatlantique se sont séparés vendredi soir au terme de la lecture d'une déclaration par Marie Evelyne Petrus-Barry, coordinatrice du système des Nations unies au Gabon, engageant toutes les parties à édifier un monde beaucoup plus reluisant pour les descendants d'esclaves.

TRAVAILLER ensemble pour construire le "pont" de l'unité. C'est là l'une des recommandations fortes contenues dans la Déclaration de Libreville, ayant sanctionné, vendredi soir sur le front de mer, la fin de la semaine de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine, que le Gabon abritait depuis le mercredi 17 mai



Photo : F.A.

Membres des communautés afro-descendantes et spécialistes des questions d'esclavage ont formulé des propositions très appréciées.

dernier. Selon la teneur du document lue à la cérémonie de clôture par Marie Evelyne Petrus Barry, coordinatrice du système des Nations unies dans notre pays, toutes les parties prenantes à cette grande rencontre s'engagent à l'édification d'un monde beaucoup plus reluisant et facile à vivre pour les afro-descendants. « La Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine représente une réelle opportunité pour les Etats qui ont pratiqué

l'esclavage, la colonisation et toutes les formes de violence doublée de racisme et de xénophobie, de mettre en œuvre des mécanismes de réparation. C'est également une opportunité pour les Afro-descendants et les Etats africains de travailler ensemble, d'égal à égal, d'initier des réformes, de battre contre l'injustice et développer des mécanismes pour permettre aux personnes d'ascendance africaine, partout où elles se trouvent, de naître libres et égaux», a décliné Mme Pe-



Photo : JOE MANIANGA

Comme recommandations, l'engagement des Etats à reconnaître les Afro-descendants et à initier des actions pour réparer les conséquences de la traite négrière.

trus Barry. Comme recommandations contenues dans la Déclaration de Libreville, la reconnaissance des Etats de l'Union africaine à l'endroit des descendants d'esclaves, leur intégration dans les sphères politiques et économiques, la promotion des conditions d'un développement durable, la valorisation des échanges culturels, la mutualisation des savoirs et des valeurs, etc. Premier pays à avoir organisé une rencontre de cette

envergure sur le continent africain, après l'adoption, par les Nations unies, dans sa résolution [68/237], de la période 2014-2024 comme Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine, le Gabon s'est, pour sa part, déjà engagé à faciliter l'accès à la nationalité aux Afro-descendants et à tenir sur son sol la conférence de 2018, destinée à affiner les acquis de cette semaine qui s'achève, et préparer les rencontres à venir sur ce dossier.

Trois questions au...

...Pr Elikia M'bokolo : "Réparer, c'est dédommager pour le crime de l'esclavage et du travail de nos ancêtres"

Propos recueillis par F.S.L.
Libreville/Gabon

Écrivain et historien, le célèbre chroniqueur de Radio France internationale est intervenu au cours de plusieurs panels durant cette rencontre que notre pays a abritée du mercredi 17 au vendredi 19 mai dernier. Personnalité de premier plan dans son pays, la RDC, ce spécialiste de l'histoire politique, sociale et intellectuelle de l'Afrique donne son sentiment sur la notion de réparation tant réclamée par les Afro-descendants.

l'union. Tout au long de vos interventions, vous êtes longuement revenu sur la notion de réparation des dommages dus à la traite négrière. La réparation pour l'esclavage et celle de la colonisation sont-elles similaires ?

Pr ELIKIA M'BOKOLO : "Oui, Tout à fait. Il y a des réparations à faire aussi bien dans le cas de la traite négrière que dans la colonisation. Nous avons l'exemple d'un procès que nous n'avons pas pu organiser. La mise en place du CFO

(Chemin de fer du Congo-Océan) qui a coûté la vie à de nombreuses personnes. L'une des compagnies ayant géré ce dossier sur le plan des ressources et du financement est la Société de dépôt et de consignation de France. Nous avons engagé un procès en crime contre l'humanité. Il a été débouté par le président François Hollande en disant qu'on ne revient pas sur le passé. Mais, d'un autre côté, la Société nationale du chemin de fer (SNCF) a accepté de payer des réparations aux Juifs américains dont les parents avaient été déportés dans les années 40 dans l'Allemagne Nazi. L'incident du CFO s'est déroulé 5 ans avant l'Allemagne Nazi. Donc, on a l'impression qu'il y a comme un deux poids, deux mesures. La médiation, pour cela, doit pouvoir se faire par le biais d'institutions telles que le Centre international des civilisations Bantu (Ciciba) qui, elles, amorcent les choses et suggèrent aux politiques la possibilité qui existe d'obtenir 10 milliards de dollars si une telle action est engagée".

Pourquoi parle-t-on, chaque fois, de réparation pécuniaire, et n'envisage-t-on que très



Photo : F.A.

Pr Elikia M'bokolo, écrivain et historien.

rarement celle morale ? Quelle serait donc la meilleure des réparations, à votre avis ?

Si vous prenez la période depuis les guerres de l'empire et des révolutions, toutes les réparations ont toujours été faites en espèces sonnantes et trébuchantes. Si nos œuvres d'art ont été prises, il faut les récupérer, avec une amende pour les avoir conservées pendant longtemps. La France a dû payer de l'argent pour la période après l'empire et les révolutions. Après la première guerre mondiale, par exemple, l'Allemagne a payé. Après la deuxième, l'Allemagne encore l'a fait ainsi que le Japon. Donc, les réparations

financières, c'est la puissance de l'Etat. La réparation morale, elle, relève d'une affaire purement intellectuelle sur laquelle les institutions internationales finissent par se mettre d'accord. L'argent, c'est le signe de la puissance de l'Etat.

Comment entrevoyez-vous les relations entre l'Afrique et sa diaspora, s'agissant des questions de développement ?

Là où elle se trouve, la diaspora est très souvent marginalisée. Regardez ce qui se passe au Brésil, où on accuse Da Silva et son successeur de complicité. De quoi s'agit-il ? Dans le budget de l'Etat brésilien, Lula Da Silva a décidé que l'histoire

de l'Afrique serait obligatoirement enseignée au Brésil, parce que le Brésil a la deuxième population africaine du monde. Pour cela, le gouvernement a donné de l'argent à l'Unesco pour la traduction des livres en Portugais. Dans l'intention notamment d'armer les Afro-brésiliens à jouer leur rôle. L'objectif était de faire de la discrimination positive, en développant des universités qui n'étaient pas prévues dans le budget. Est-ce qu'un gouvernement n'a pas le droit, lorsque les discriminations sont très flagrantes, de changer le budget et de mettre un peu plus d'argent sur ces questions sociales ? C'est ce qu'ils ont fait. Et vous avez vu le retour du bâton : pas de femmes et de noirs au gouvernement. Pour la réparation, c'est un enjeu politique que nous demandons. Un dossier de réparation, avec des avocats, des juristes, des économistes, peut coûter quelques millions d'euros. Ce n'est pas exorbitant. C'est une manière pour nous de demander des dédommagements par le moyen le plus clair, c'est-à-dire récupérer l'argent qui nous est dû à la fois pour le crime de l'esclavage et du travail de nos ancêtres.

Ici et ailleurs

•Vatican
Cinq nouveaux cardinaux, dont un Malien



Photo : AFP

Le pape François a annoncé, hier, au Vatican, la tenue d'un consistoire, le 28 juin prochain, au cours duquel il va créer cinq nouveaux cardinaux, de cinq pays différents, tous âgés de moins de 80 ans. Les cinq nouveaux cardinaux sont : Mgr Jean Zerbbo, archevêque de Bamako (Mali), Mgr Juan José Omella, archevêque de Barcelone (Espagne), Mgr Anders Arborelius, évêque de Stockholm (Suède), Mgr Louis-Marie Ling Mangkhankhoun, vicaire apostolique de Paksé (Laos) et Mgr Gregorio Rosa Chavez, évêque auxiliaire de San Salvador (Salvador).

•Art africain

Le musée Dapper à Paris ferme ses portes

Le musée Dapper, dédié au patrimoine de l'art africain subsaharien, fermera ses portes, le 18 juin, en raison de problèmes financiers, mais veut poursuivre son action en Afrique, notamment au Sénégal, ainsi qu'aux Caraïbes, a-t-on appris auprès de la direction.

•Médias

Euronews ferme son service ukrainien

La chaîne d'informations européenne Euronews a annoncé, hier, la fermeture de son service en langue ukrainienne, en raison de difficultés financières. Cette annonce intervient deux ans après que le gouvernement ukrainien a arrêté de financer le service.

•Santé

L'Italie, la rougeole et l'école

Le gouvernement italien a adopté, vendredi, un décret-loi rendant obligatoire des vaccins dont celui contre la rougeole pour pouvoir inscrire des enfants à l'école, face à un pic de cas de cette maladie qui touche le pays depuis le début de l'année.

•Musique

Le retour de Carla Bruni

Carla Bruni, ancienne Première dame française, sortira, à l'automne, son premier album en quatre ans, entièrement en anglais, sur lequel elle reprend des chansons pop et country comme la légendaire ode aux maris "Stand By Your Man".

Rassemblés par F.B.E.M